

Montebourg rappelé à l'ordre sur le gaz de schiste

Ministres et élus de la majorité ont rappelé hier Arnaud Montebourg à la ligne gouvernementale sur les gaz de schiste, interdits d'exploitation en France, après avoir dit, la veille, son espoir d'une technique (d'extraction) « écologique » et suggéré la création d'une compagnie publique de prospection. Dix jours après l'éviction de Delphine Batho du ministère de l'Écologie, les écologistes, dont la ministre du Logement Cécile Duflot, se sont élevés contre ce nouvel écart du ministre du Redressement productif, qui avait pourtant pris soin de prévenir les critiques en jugeant urgent de « régler le problème de la pollution du sous-sol, qui est un pur scandale aux États-Unis ».

« Apprendre à renoncer »

Le nouveau ministre de l'Écologie et de l'Énergie, Philippe Martin, a répliqué mercredi que la question d'une exploitation « écologique » des gaz

de schiste ne se posait pas aujourd'hui en France en raison du bilan carbone « très négatif » de ces forages.

La secrétaire nationale du Parti socialiste chargée de l'environnement, Laurence Rossignol, n'a pas mâché ses mots hier sur RMC Info, en soulignant qu'Arnaud Montebourg n'était « ni ministre de l'Écologie ni de l'Énergie ».

« J'ai connu Arnaud Montebourg mieux inspiré. Il n'y a pas de façon propre d'exploiter les gaz de schiste par une entreprise publique plus que par une société privée », a-t-elle dit. « Il va falloir apprendre à renoncer. »

Traitement de faveur

Bruno Le Roux, chef de file des députés socialistes, et le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, ont pour leur part appelé le ministre du Redressement productif à la « cohérence » gouvernementale sans toutefois condamner ses propos. Stéphane Le Foll a ainsi relativisé la « sortie » de son collègue. « Au-



Arnaud Montebourg croit en un « gaz de schiste écologique ».

(Photo J. Schults/Reuters)

jourd'hui on fait toute une affaire de cette histoire, il a répété ce qu'il avait déjà dit », a-t-il expliqué sur RMC Info et BFM TV.

Quant à l'éventualité d'une mise à l'écart d'Arnaud Montebourg, Bruno Le Roux s'est récrié : « Bien entendu qu'on ne le sort pas du gouvernement ! »

Ce traitement de faveur passe mal auprès de Delphine Batho, qui avait dénoncé le lobby en faveur du gaz de

schiste après avoir été remerciée pour avoir critiqué le « mauvais » budget de son ministère.

« Je pense qu'il ne sera pas traité comme moi, c'est gros comme le nez au milieu de la figure », a-t-elle dit sur France Inter. « On ne peut pas être pour la démondialisation et vouloir importer en France le pire du modèle américain. »

La mise au point de Jean-Marc Ayrault

« Ce serait la moindre des choses que le Premier ministre lève l'ambiguïté permanente qui est entretenue sur cette question des gaz de schiste », a-t-elle ajouté. Le vœu de l'ancienne ministre de l'Écologie n'aura pas tardé à être exaucé. Dans une mise au point claire et nette, Jean-Marc Ayrault a affirmé hier soir que la politique d'interdiction d'exploitation du gaz de schiste est « maintenue ». Les conclusions du débat national sur la transition énergétique sont attendues le 18 juillet.